

<https://www.ricochets.cc/En-France-la-justice-criminalise-les-militants-pour-tenter-de-les-faire-taire.html>



En france, la justice criminalise les militants pour tenter de les faire taire

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 13 novembre 2018

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Un article de Reporterre, [Cette guerre de basse intensité contre toute forme de révolte](#), relate les multiples violences de l'état contre les militant.e.s.

Le système en place mène la guerre au monde vivant, aux sols, aux animaux, et même au climat, **il mène la guerre contre toutes celles et ceux qui lui résistent**. Nous sommes en guerre, organisons-nous en conséquence.

► Extraits :

Antinucléaires, zadistes, paysans, écologistes, solidaires avec les migrants... En France, la justice criminalise les militants, explique l'auteur de cette tribune. Qui s'interroge : quels modes d'action reste-t-il à une époque où la répression ne cesse, elle, de s'intensifier.

Nos corps sont muselés, nos paroles entravées. Chaque geste qui s'opposerait à l'ordre existant est susceptible, désormais, d'entraîner des poursuites judiciaires. Une longue litanie de procès et d'enquêtes, de surveillances téléphoniques et d'élucubrations policières.

Parfois les affaires tournent au grotesque, à l'absurde. Des militants d'Attac ont été conduits 21 heures en garde à vue pour avoir posé des autocollants sur une vitrine de la Société générale. À Bure, un maraîcher opposé à la poubelle radioactive a subi un procès parce que des gendarmes avaient trouvé dans son camion une pelle à tarte et deux opinel. Récemment, une femme a subi 12 heures de garde à vue pour avoir peint un coquelicot à la peinture à l'eau sur les marches de la mairie à Reims. J'ai été jugé, de mon côté, sans même être prévenu, sans avocat pour avoir mis le pied devant une pelleteuse dans le Bois Lejuc pendant une minute. Un fait qualifié de « violent » par le procureur, alors que ce geste symbolique s'opposait à des travaux illégaux.



Zads, universités, luttes urbaines, résistances paysannes... Nous subissons partout la radicalisation de la répression. Quand les gaz lacrymogènes ne suffisent plus à contenir les foules, les procès tentent de les étouffer, le poids des amendes de les asphyxier. Pour avoir démonté le robot de traite de la ferme usine des « mille vaches », en Picardie, des agriculteurs de la Confédération paysanne sont sommés de payer plus de 120.000 euros. Un véritable coup de massue.

L'époque que nous vivons révèle notre dénuement, notre vulnérabilité. Quand les moindres gestes, même les plus anecdotiques, sont passibles de la justice, que nous reste-t-il ? Comment agir sans subir ?

Pour les autorités, un bon militant n'est plus un militant mort. On ne lui tire plus dessus comme il y a 60 ans en manifestation. Un bon militant est un militant dépressif et impuissant. Simple spectateur du désastre où il faudrait se cantonner à l'indignation. Écrire des communiqués, twitter dans le vide infini d'internet, rester derrière son écran. Sans prise sur le réel. Cumuler les « like », les « grrr », les « wouah » et tous ces émoticônes sponsorisées par Facebook qui ne pourront jamais figurer l'ampleur de notre rage, la densité de nos rêves.

Sous couvert de pacification, nous avons perdu toute puissance. Saisis par une camisole moderne, qui ne cesse de nous enserrer.

Ce que les autorités et l'élite oligarchique veulent, c'est des manifestations plan-plan, des défilés qu'ils peuvent du haut de leur tour d'ivoire mépriser allégrement, regarder passer comme l'eau sous les ponts. Entendre crachoter dans un mégaphone des formules périmées. Mille fois entendues. Des « sinon ça va péter » sans lendemain, des « on lâche rien », criés très fort, pour oublier que l'on a tout perdu...

Aujourd'hui, nous devons prendre la mesure de ce qui nous arrive. Ne plus être naïfs. Ne plus s'accrocher à des illusions perdues ni à des mots qui ont perdu leur sens. L'« État de droit » légitime l'expulsion de la Zad et la destruction de lieux de vie. La « démocratie participative » cautionne les pires projets d'aménagement. Quant à « la justice », soit elle est inefficace pour condamner les crimes policiers, comme ceux de Rémi Fraisse ou d'Adama Traoré, ou pour empêcher des projets nuisibles, soit elle écrase l'opposition avec mépris.

Une guerre de basse intensité est en cours. Elle s'attaque à la jeunesse, aux pauvres, aux déviants migrants, aux écosystèmes et à celles et ceux qui luttent pour le vivant. Et dans cette offensive, nous sommes de plus en plus à nu et démunis. Fichés et fliqués.

Nous avons besoin de lier de nouvelles complicités, d'ouvrir plus d'espaces dans lesquels composer et se rencontrer. Articuler des pratiques, inventer un récit commun, à travers nos luttes qu'elles soient au sein de l'usine ou sur une Zad, que l'on soit syndicaliste, squatteur, antinucléaire, membre d'associations citoyennes, paysan.ne, autonome, citoyen, forestier. Il faudrait arriver à dépasser les logiques de milieux et les crispations identitaires. La convergence ne s'invoque pas, elle s'aiguise et se travaille au quotidien. Elle se tisse avec patience comme l'étoffe.

Un jour, peut-être, nous arrêterons de fredonner des plaintes victimaires, de jouer à l'« innocentisme ». Nous accepterons la guerre des mondes. Nous prendrons simplement actes collectivement et nous nous organiserons en conséquence. Par de nouvelles solidarités, par la multiplication des collectifs anti-répression, par une meilleure circulation des caisses de soutien. En nous rendant aussi plus insaisissables, en améliorant la porosité entre nos milieux, en rendant nos pratiques complémentaires. Nous y retrouverons de la force, une puissance. Partout. Ensemble.

Tout est dit, rien à ajouter.